

Il suffit d'un coup d'œil sur le budget qui nous a été révélé pour comprendre la déception qu'il cause à l'ensemble de la population, parce qu'il ne renferme que des impôts plus lourds, un taux d'intérêt plus élevé et une augmentation de la dette du gouvernement fédéral. Rien dans le budget n'apporte le moindre espoir aux chômeurs, aux cultivateurs, aux entreprises de base et aux entreprises secondaires. Le budget n'apporte aucun espoir à ceux qui sont chargés de trouver les fonds nécessaires au fonctionnement des gouvernements provinciaux ou municipaux.

Je me rends compte que le ministre est passé maître dans l'art de faire voir sous son jour le plus favorable le genre de budget qu'il vient de nous présenter au nom du gouvernement du Canada. Je n'ai pas tenté de l'aider dans cette performance très habile qui apporte à la population canadienne un message fort peu réconfortant.

Dans son exposé budgétaire le ministre a avoué bien des échecs. Je conviens que ces aveux sont très habilement formulés, si bien qu'il faut chercher attentivement pour les découvrir. Le ministre a réussi,—et il a accompli cet exploit avant même la présentation de son exposé financier,—à persuader la plupart des journaux et revues du Canada que notre économie est en période de reprise. Il s'est beaucoup appliqué à se rassurer lui-même pour entretenir notre confiance. Le ministre a fort habilement versé jeudi soir beaucoup de sirop calmant. Il y avait beaucoup de mots, des tournures exceptionnelles, une magnifique éloquence comme lui seul peut en déployer. En l'écoutant, toutefois, je me suis rappelé le prédicant fort consciencieux qui écrivait ses sermons à la machine en laissant une marge assez large. Ses sermons étaient aussi comme ceux du ministre, plutôt longs. Dans la marge d'une certaine page, il avait inséré la note: "raisonnement faible; crier à tue-tête". Après avoir écouté le ministre, après avoir envisagé les répercussions du budget sur l'économie du Canada, nous discernons toute la nécessité des belles fleurs de rhétorique.

Le ministre est remarquablement doué pour utiliser des arguments tendant à démontrer la prospérité alors qu'ils recèlent l'aveu d'un fiasco. J'emploie une vieille expression du haut fonctionnarisme qui remonte... et le ministre ne l'a pas utilisée; toutefois c'est un jeu de mots possible. Je me souviens qu'un ministre libéral du Travail avait coutume de nous parler du fléchissement du taux de l'augmentation lorsqu'il nous donnait des chiffres sur le chômage. L'autre jour, le ministre a prononcé la phrase suivante: "Nos emprunts

nets devraient être moins de la moitié", donnant nettement l'impression à l'homme moyen, qui ne consacre guère de temps à étudier le budget, que nous allions réduire notre dette. En réalité, il faut avouer que le ministre n'a rien dit de la sorte. Cependant, ces mots "Nos emprunts nets devraient être moins de la moitié", devaient normalement créer cette impression et porter bon nombre de gens à croire que nous allions réduire notre dette.

Nous prétendons, monsieur l'Orateur, que l'économie du pays en est rendue au point où les difficultés sont vraiment très graves. Je vois que le ministre lui-même l'admet, bien que par inadvertance, puisque, comme en fait foi la page 2539 du *hansard*, à la fin de ses observations, il déclarait:

Le Canada n'a pas sujet de craindre.

J'espère que le ministre pourra expliquer pourquoi il lui a semblé nécessaire d'insérer dans son exposé budgétaire cette phrase "Le Canada n'a pas sujet de craindre". Nous soutenons, au contraire, qu'il y a beaucoup à craindre. Le ministre n'a qu'à jeter un coup d'œil sur les taux d'intérêt pour se rendre compte qu'il y a beaucoup à craindre. J'ai l'impression qu'il l'a admis d'ailleurs. Cependant, il essaie de dissiper cette crainte en disant: "Le Canada n'a pas sujet de craindre."

Nous prétendons que le parti et le gouvernement torys, non seulement au moment des élections mais depuis, n'ont cessé de tromper la population du pays quant à la véritable situation, notamment dans les domaines du chômage et du redressement économique, et surtout dans le domaine des finances publiques. J'ai ici une coupure du *Globe and Mail* du 6 mars dernier; sous la rubrique "Questions et réponses destinées aux épargnants", un article publié par la *Wood, Gundy and Company Limited* renferme un graphique comparant le rendement des obligations et le rendement des actions. Ce graphique indique que le rendement exceptionnellement élevé et excessif des valeurs canadiennes à revenu variable,—que nous, de ce groupe-ci, avons demandé de réduire par l'application d'impôts plus élevés,—a provoqué une hausse des taux d'intérêt sur les emprunts du gouvernement, de sorte qu'aujourd'hui, sans tenir compte des dispositions de l'impôt sur le revenu relatives aux dividendes, on constate que le rendement des obligations est plus élevé que celui des actions. Voilà un phénomène qui ne s'est jamais produit pendant toute la période visée par le graphique, c'est-à-dire de 1949 à 1959.

Nous avons maintes fois demandé l'établissement d'une commission nationale des investissements. Je constate que notre demande se trouve satisfaite en un bien étrange lieu.